

---

## *Les Cahiers d'Outre-Mer*

---

# Croissance démographique et immigration à Yaoundé

par André FRANQUEVILLE\*

*Résumé.* — Bien qu'elle ne compte pas parmi les très grandes villes d'Afrique, la capitale du Cameroun n'en connaît pas moins une croissance démographique forte et constante depuis vingt-cinq ans.

L'immigration constitue encore aujourd'hui le moteur principal de cette croissance, en particulier celle des Bamiléké et celle des Eton qui tendent à supplanter la population locale Ewondo.

La jeunesse de la population, la prépondérance des activités tertiaires, l'extension spatiale de la ville, des quartiers à la limite du surpeuplement voisinant avec d'autres aux densités très faibles, posent des problèmes dont les solutions ne semblent pas acquises et qui exigent souvent une réflexion dépassant largement le cadre urbain.

*Summary.* — *Demographic Growth and Immigration in Yaoundé, Cameroun.* Although it isn't included among the largest of the African cities, the capital of Cameroun has nevertheless experienced a strong and constant growth within the past twenty-five years.

Today, immigration forms the principal activator of this growth, in particular as respects the ethnic groups of the Bamilekes and the Etons, which are tending to supplant the local Ewondo population.

The youth of the inhabitants, the great importance given to tertiary activities, the spatial extension of the city, quarters at the limit of successfully containing their residents adjoining others where the population density is very low - all these factors present problems for which no solution is assured and that often require reflection going far beyond the urban setting.

L'originalité de l'urbanisation au Cameroun est que celle-ci n'a pas donné naissance, comme dans beaucoup d'autres pays d'Afrique noire, à une seule métropole, à la fois capitale politique, centre économique et bien souvent seul port de commerce, mais à deux grandes villes de

\* Géographe à l'ORSTOM

26 mars 1980  
O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire  
N° : 60.002  
Cote : B

taille encore moyenne qui se partagent ces rôles : Douala et Yaoundé.

Ainsi répartie sur deux pôles, l'un de 500 000 habitants et l'autre de 300 000, la croissance urbaine paraît plus mesurée qu'ailleurs. Elle n'en est pas moins considérable si l'on tient compte de la population relativement modeste du pays (6,5 millions en 1976), et pas moins inquiétante si l'on tient compte du faible niveau d'industrialisation atteint par ces villes, et en particulier par Yaoundé. Son rôle de capitale vaut à cette dernière une réputation nationale de ville lumière dont on retrouve l'écho dans les disques en vogue.

Depuis plus de vingt-cinq ans, l'attrait exercé sur les ruraux par ce «paradis» urbain a été constant et continu. L'existence d'un certain nombre de recensements ou sondages démographiques permet d'en suivre la progression avec une bonne précision.

### 1. *La croissance démographique*

Le premier véritable recensement démographique est celui de 1957 (1) : recensement démographique sérieux, car, précise le «Préliminaire», le procédé utilisé a été la visite des habitants dans leur logement et l'interrogatoire individuel suivant une méthode qui venait de faire ses preuves dans d'autres villes. L'amélioration du procédé est évidente, comparé à celui des précédents dénombrements pour lesquels la population était seulement convoquée, et où l'on se contentait d'enregistrer les déclarations des chefs de famille. Les auteurs du rapport n'hésitent d'ailleurs pas à écrire : «Nous pensons pouvoir affirmer que le recensement de Yaoundé est probablement le meilleur réalisé jusqu'ici au Cameroun».

Quelques ombres ou interrogations demeurent malgré tout. Le recensement s'est déroulé durant six mois et demi et ne constitue donc pas, et de loin, un état instantané de la population. Il ne présente aucune trace des ces subtiles distinctions qu'opèrent les démographes à propos de la situation de résidence de la population : Le recensement a porté sur la totalité de la population africaine affirme-t-on seulement. Ont donc été considérés comme résidents tous les individus présents dans la commune urbaine de Yaoundé au passage des enquêteurs. Le chiffre de population auquel on aboutit - 54 343 habitants - a donc quelque chance d'être surestimé, incluant certainement des non-résidents temporairement domiciliés à Yaoundé, et l'on sait la fréquence de telles visites dans les villes africaines.

1. Service de la Statistique Générale : Résultats du recensement de la ville de Yaoundé (1957). Population autochtone. Ministère des Affaires Économiques. Etat du Cameroun. 151p. mult., plan au 1 : 10 000.

Le dernier chiffre de la population de la ville établi par des statisticiens, et dont on dispose actuellement, est celui du sondage de 1969 : 165 810 habitants (2). Entre ces deux extrêmes, la ville a fait l'objet d'un recensement en 1962 (3) et d'un sondage à deux passages en 1964-1965 (4).

Le tableau I donne, en distinguant Camerounais et étrangers, la progression de la population urbaine établie à partir de ces sources statistiques, et aussi des dénombrements effectués par les administrateurs coloniaux.

Années	Camerounais	Etrangers	Total
1926	5 500	365	5 865
1933	—	—	6 500
1939 (b)	8 500	580 (a)	9 080
1945 (b)	15 000	2 311 (a)	17 311
1952 (b)	29 451	2 332 (a)	31 783
1953	33 786	3 000	36 786
1957	54 343	3 756	58 099
1962	86 871	3 098	89 969
1964	105 985	3200	109 185
1965	110 328		
1967	144 723		
1969	159 685	6 125	165 810

(a) Ces recensements font seulement la distinction entre Africains et Européens

(b) Dont 500 Français en 1939, 2 088 en 1945 et 2 077 en 1952.

Tableau I. — *L'évolution de la population de Yaoundé*

Cette croissance de la population urbaine est du même ordre que celle de beaucoup de villes africaines : un doublement en moyenne tous

2. Service de la Statistique et de la Comptabilité Nationale. La Population de Yaoundé en 1969. Résultats principaux (rapport provisoire). 116 p. mult., juin 1970.

3. Ministère de l'Economie Nationale, Service de la Statistique. La Population de Yaoundé en 1962. 137 p. mult., annexes, septembre 1963.

4. S.E.D.E.S. Direction de la Statistique. Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé. Fascicule I 1964-1965, 219 p.

les sept ans (pour Abidjan : tous les six ans), et la courbe représentant cette croissance (fig. 1) montre combien la capitale du Cameroun appartient à la famille des villes moyennes d'Afrique noire, qui augmentent selon des rythmes comparables : Bangui, Pointe-Noire, Libreville. « La courbe, peu vigoureuse jusqu'en 1940, se redresse au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et plus encore depuis l'Indépendance » : cette observation de G. Lasserre (5) à propos de Libreville s'applique aussi bien à l'évolution de Yaoundé.

Le taux d'accroissement annuel entre 1957 et 1969 est de 9,2%. Il est donc équivalent à celui de Douala que M. Lacan situe entre 9 et 9,5 % (6). Pour Libreville, il est de 10 % (1960-1969), pour Pointe-Noire de 7 % (1962-1970), pour Bangui de 7,6 % (1953-1962). L'augmentation annuelle de la population est résumée par le tableau II :

Intervalle	Augmentation annuelle
1933-39	430 personnes
1939-45	1 371 personnes
1945-52	2 055 personnes
1952-53	5 086 personnes
1953-57	5 328 personnes
1957-62	6 374 personnes
1962-64	9 608 personnes
1964-69	11 325 personnes

Tableau II. — *L'augmentation annuelle de la population*

C'est donc actuellement un contingent d'au moins 12 000 personnes qui vient s'ajouter chaque année à la population de la ville, rythme de croissance découlant tant du croît naturel que du mouvement d'immigration.

En dépit de l'incertitude qui pèse sur les premiers chiffres, on peut suivre l'évolution du taux d'accroissement depuis 1945. Ce taux est affecté d'une baisse régulière et continue : 9,9 % entre 1945 et 1953, 9,5 % de 1953 à 1957, 9 % de 1957 à 1962, 9 % environ disent

5. LASSERRE (G). Les mécanismes de la croissance et les structures démographiques de Libreville. Colloque CEGET-CNRS : *La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar*. T.2, Paris, 1972, CNRS, pp. 719-738.

6. LACAN (M). *La population de Douala. Structures internes et mouvements migratoires*. Thèse de 3e cycle. Toulouse, 1974, 434 p. mult.

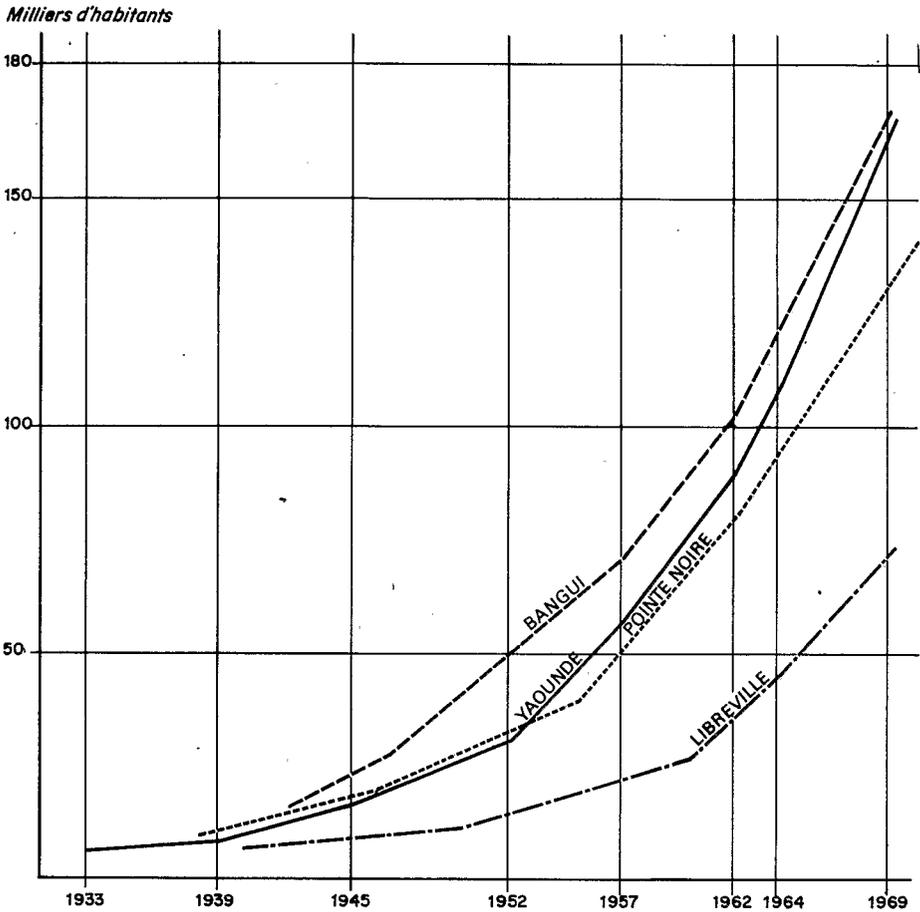


Fig. 1. — Croissances démographiques comparées de Yaoundé, Bangui, Pointe-Noire et Libreville

les statisticiens (7) de 1962 à 1964, 8,7 % de 1964 à 1969. On sait que cette baisse est un phénomène commun à d'autres villes d'Afrique, et peut résulter soit de la diminution du taux de natalité, souvent observée là où une population s'urbanise, soit d'un moindre apport migratoire, soit d'une combinaison des deux phénomènes. Sans chercher à établir ici le rôle respectif de l'un et de l'autre, il faut remarquer que cette baisse est malgré tout légère, et ne suffit pas à freiner l'expansion démographique de la ville : depuis trente ans se maintient une croissance régulière et continue.

7. Le calcul donne 10,2 %, mais les auteurs de l'enquête de 1964 estiment qu'il faut, en raison de doubles comptes, le ramener à 9 % environ.

Dans l'ensemble de la population urbaine l'effectif des étrangers est restreint et n'en constitue que 3,7% en 1969, année où leur nombre est le plus élevé. Mais cet effectif offre une évolution très contrastée (fig.2), avec de brusques variations liées étroitement à la conjoncture économique ou politique. On reconnaît aisément, dans le tracé de la courbe «Etrangers», la conséquence des investissements FIDES des années 50, qui provoquèrent tant l'afflux des capitaux publics ou privés que celui des hommes chargés de les mettre en œuvre. On y voit également la trace des troubles de la fin de cette même décennie, de même que la conséquence immédiate de l'indépendance, qui se traduisent par un repli en métropole de bon nombre d'Européens. Enfin, pour la période ultime, l'accroissement de la population étrangère est liée au développement de la politique de coopération.

Très différente, la courbe de la population camerounaise frappe par sa grande régularité. Un seul changement de rythme se produit entre les années 1952 et 1957 : une sensible accentuation de l'accroissement (taux : 13%), tant à cause des grands travaux alors entrepris à Yaoundé grâce au FIDES et qui attirent nombre de migrants, qu'à cause des troubles qui, entre les années 1955 et 1960, incitent nombre de ruraux des régions menacées à chercher refuge dans les grandes villes. D'une façon générale, le taux d'accroissement de la population camerounaise de la ville se trouve être légèrement supérieur à celui de l'ensemble de la population urbaine (9,4 % entre 1957 et 1969 contre 9,2 %), mais sa réduction est aussi plus marquée : le taux moyen de 9 % entre 1962 et 1969 masque une baisse de 9,7 % (1962-1964) à 8,5 % (1964-1969).

Et pourtant, Yaoundé ne cesse de rassembler une proportion grandissante de la population nationale, régionale et départementale : entre 1965 et 1969, cette proportion est passée de 2 à 2,8 % au sein du Camerounde 10,2 % à 14 % au sein du Centre-Sud et de 40,6 à 55,7 % au sein de la Méfou (8).

## 2. Les facteurs de la croissance

Si Yaoundé ne fait pas figure de grande ville auprès des autres capitales africaines, elle joue cependant sur le plan national un rôle de métropole, par l'attraction qu'elle exerce sur l'ensemble du pays dont elle ne cesse de draîner la population. Basées sur un taux d'accroissement annuel de 9 % - celui de la période 1962-69 - les projec-

8. D'après BIYONG (B). *Évaluations et projections démographiques en République Fédérale du Cameroun*. Direction de la Statistique et de la Comptabilité nationale. Mai 1970. 118 p., mult.

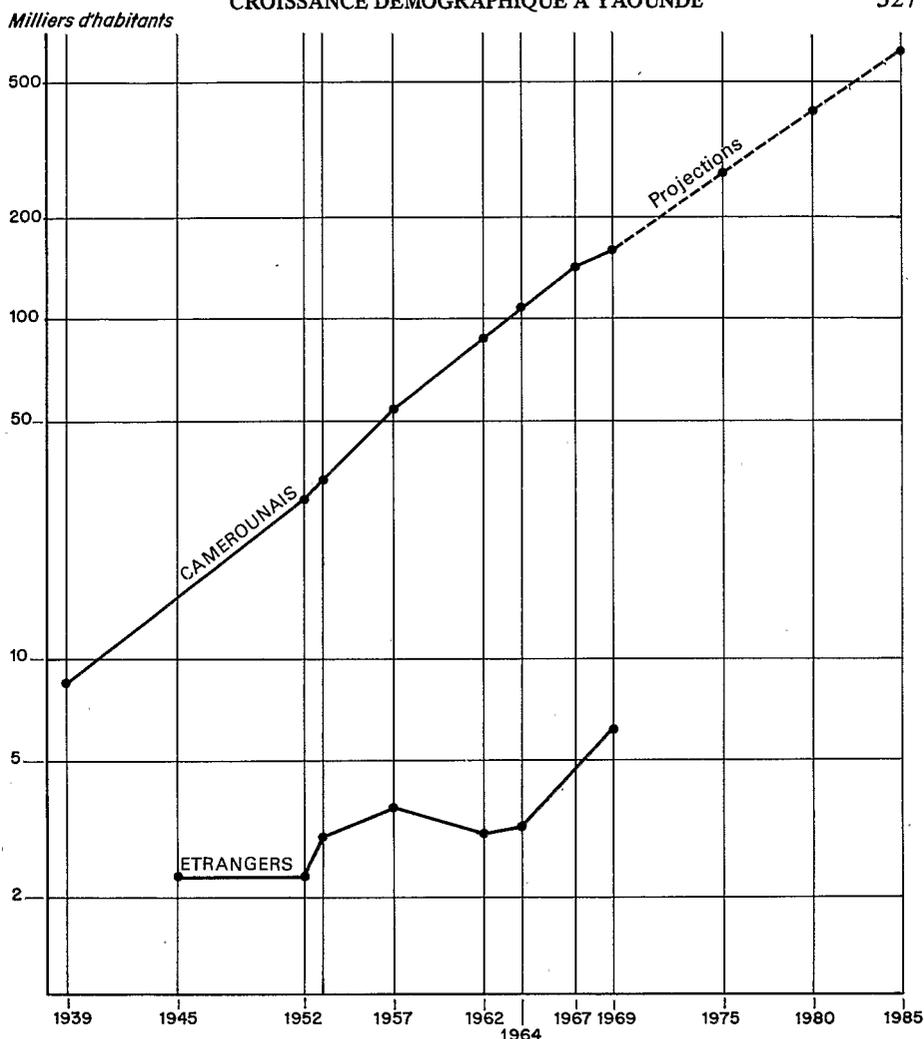


Fig. 2. – Les évolutions de la population camerounaise et de la population étrangère à Yaoundé tions démographiques conduisent à une population estimée à 265 000 habitants en 1975 (9) et qui dépasserait les 400 000 habitants en 1980.

Il est assez difficile de faire la part du croît naturel et de l'immigration dans ce développement de la population. En 1964, la S.E.D.E.S. supposait un taux d'accroissement naturel de 2,8 %, qu'elle jugeait d'ailleurs surestimé, le taux de natalité étant de 39,2 p. 1000 et celui de la mortalité, sous-estimé, de 10,9 p.1000. Comparés à ceux de

9. Les premiers résultats du recensement de 1976 donnent une population de plus de 300 000 habitants pour le département nouvellement créé du Mfoundi dont l'étendue est plus large que celle du périmètre urbain.

Pointe-Noire et de Libreville, ces taux semblent faibles (10). Sur ces bases, le taux d'immigration serait de 6,6 % de 1957 à 1969, une certaine baisse ayant marqué, la fin de cette période : 5,7 % entre 1964 et 1969. En 1969, les taux avancés par les statisticiens sont un peu plus élevés pour le mouvement naturel (tableau III) et le taux d'immigration serait alors un peu plus faible : 6,1 % de 1957 à 1969 et même 5,2 % de 1964 à 1969.

Taux	Estimation 1964	Estimation 1969
Natalité	39,2 p.1000	51,0 p.1000
Mortalité	10,9 "	17,8 "
Accroissement naturel	2,8 %	3,3 %
Immigration :		
1957-69	6,6 %	6,1 %
1964-69	5,7 %	5,2 %

Tableau III. — *L'estimation des mouvements naturel et migratoire*

Quelle proportion de la population urbaine les immigrés représentent-ils ? Pour l'année 1957, sur les 54 343 personnes recensées, on connaît le lieu d'origine de 51 929 d'entre elles, non compris les étrangers. Il ne s'en trouve que 1 318 qui sont nées à Yaoundé, ce qui traduit une immigration de 50 611 personnes, soit 97,4 % de la population urbaine camerounaise. Cette proportion considérable s'explique : la ville est encore de création toute récente (11) et son véritable essor économique et démographique se place vers les années 50. Au recensement suivant, celui de 1962, sur 86 871 résidents camerounais, 69 % étaient nés hors de Yaoundé. Calculé par les statisticiens, le taux annuel de l'immigration entre les deux recensements porte alors la marque de l'année de l'Indépendance nationale (1960), évènement qui a provoqué un afflux considérable de population vers la capitale. Les taux annuels d'immigration ont été de 6,5% en 1958, 8,1% en 1959, 10,7% en 1960, 9,9% en 1961 et 8,9% en 1962.

En effet le sondage montre encore une proportion d'allogènes « très élevée » : 68 % ; « plus des deux tiers des habitants de Yaoundé viennent de l'extérieur de la ville » (12). Mais on constate alors que le taux

10. Taux de Pointe-Noire : natalité, 58,4‰ (1962) et 53 ‰ (1970) ; mortalité : 34‰ (1958).

Taux de Libreville : natalité, 43 ‰ (1960) ; mortalité, 27 ‰ (1960).

11. FRANQUEVILLE (A).-Le paysage urbain de Yaoundé. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 1968, no 82, pp. 113-154.

12. S.E.D.E.S. - op. cit, p. 86 sq.

d'accroissement des originaires de Yaoundé est désormais plus fort que celui des immigrés, ce qui montre le rôle grandissant de la natalité dans la croissance de la population : de 1962 à 1964, le taux d'accroissement des originaires de la ville a été de 13 % pour les hommes, de 14,6 % pour les femmes, de 13,8 % au total ; les chiffres correspondant pour les immigrés furent de 6,7 %, 11,5 %, 8,9 %.

On remarque également que l'immigration féminine l'a emporté durant cette période, révélant qu'un deuxième stade de la croissance démographique a été atteint, celui de l'arrivée des éléments féminins qui représentent presque la moitié de l'effectif immigré. Les résultats du recensement de 1969 n'indiquent pas explicitement, parmi les 159 000 résidents camerounais combien sont nés à Yaoundé. On y affirme seulement que la tendance du rythme migratoire est à la baisse, mais il n'en demeure pas moins que l'immigration continue à jouer un rôle décisif, car 65 % des nouveaux citadins recensés sont encore des immigrés.

### 3. La structure démographique

La structure démographique de la population et son évolution reflètent naturellement l'influence de ce mode de peuplement de la ville (fig. 3 A à D). Formés d'immigrants, cette population est jeune, et elle continue à se rajeunir. Les personnes de moins de 30 ans constituaient, en 1957, 73 % de la population et 76 % en 1969. Le groupe d'âge le plus fourni était en 1957 celui des 15-29 ans (39 %) et il est, en 1969, celui des moins de 15 ans (43 %). On constate entre ces deux dates extrêmes (fig. 4 A et B) un abaissement continu de l'âge moyen des citadins qui est ramené à 19,7 ans en 1969. Cette évolution de la structure par âge est légèrement plus accusée pour le sexe féminin.

Dans les dernières années de la période observée, entre 1964 et 1969, la composition par âge de la population tend à se stabiliser, et seul le groupe des enfants progresse encore légèrement. Cela donne à penser que Yaoundé a atteint désormais la phase de l'épanouissement démographique, cette troisième phase que P. Venetier a observée pour les villes d'Afrique et qui correspond au stade de la maturité des structures démographiques urbaines (13). Les autres caractéristiques de cette phase sont un taux de natalité très élevé, des effectifs d'immigrés masculins et féminins presque équivalents et une sex-ratio équilibrée. Pour Yaoundé, le recensement de 1969 propose en effet un taux de natalité assez fort (51 p. 1000), mais qui paraît encore

13. VENNETIER (P) Le développement urbain en Afrique Tropicale. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 85, 1969, pp. 5-62.

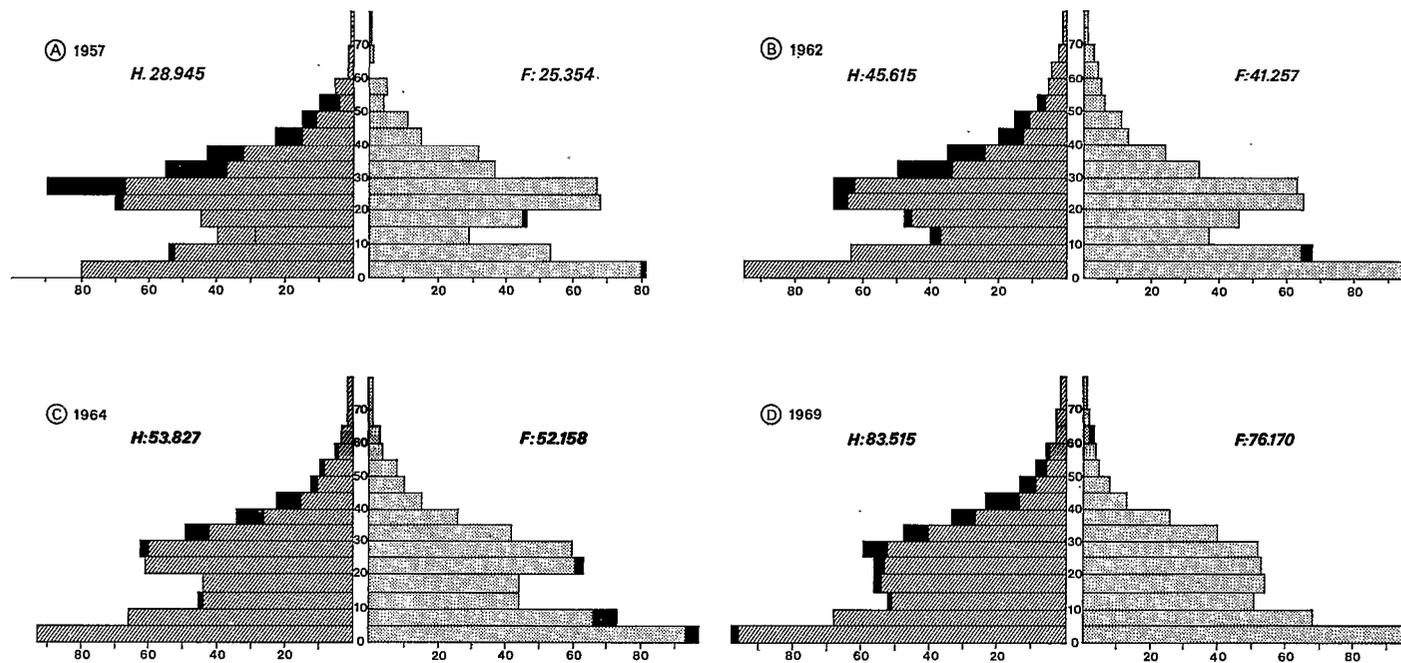


Fig. 3. — A.B.C.D. Pyramides des âges de la population en 1957, 1962, 1964, 1969

modeste par rapport à d'autres taux urbains d'Afrique : entre 51 et 60 ‰ à Kinshasa en 1967 (14) , 58,4 ‰ à Pointe-Noire en 1962 (15). Quant à l'effectif immigré et à sa composition, le recensement de 1969 ne fournit malheureusement pas d'indications. Cependant, les résultats du recensement administratif de 1967 que nous avons dépouillé donnent à penser que, pour Yaoundé, l'évolution qui tendait à équilibrer la composition par sexes de l'immigration ne s'est pas poursuivie. La proportion des hommes immigrés a été de 53,4% en 1962, de 51,3 % en 1964, de 53,7 % en 1967.

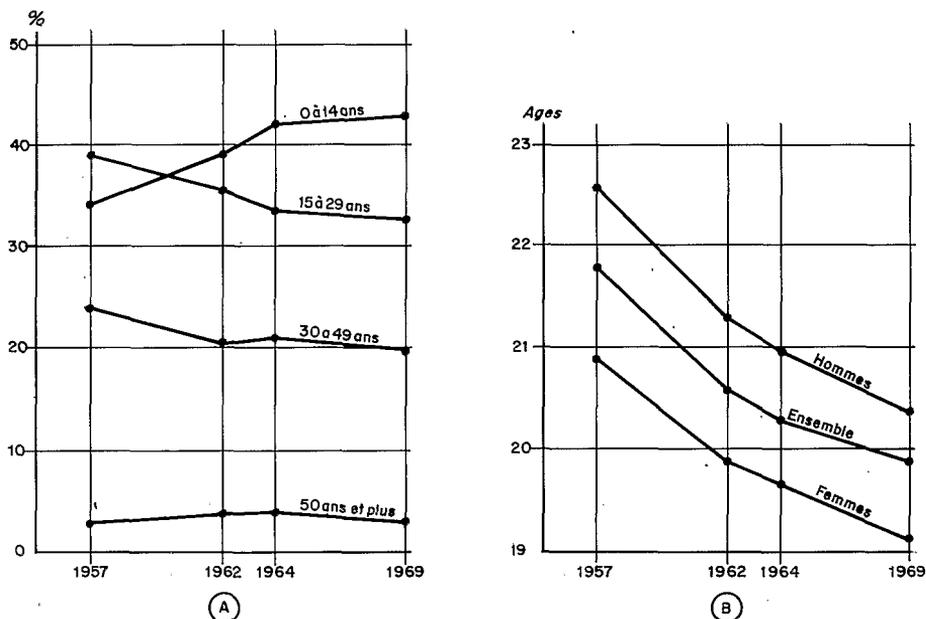


Fig. 4. — A - L'évolution de la composition par âges de la population (en %)   
 B - L'évolution de l'âge moyen de la population

S'agirait-il d'une reprise de l'immigration masculine ? Ce recensement administratif n'offrant pas toutes les garanties statistiques nécessaires, on ne saurait l'affirmer d'après des résultats.

Et cependant, l'évolution de la sex-ratio de l'ensemble de la population urbaine est surprenante. Là encore, cette évolution, qui semblait devoir conduire à un équilibre progressif des sexes s'est inversée entre

14. DUCREUX (M) *La croissance urbaine et démographique de Kinshasa*. Colloque CEGET CNRS, Paris, 1972, pp. 549-565.

15. VENNETIER (P) *Pointe-Noire et la façade maritime du Congo-Brazzaville*. Mémoires ORSTOM, 1968, 458 p.

1964 et 1969 (tableau IV), et l'on peut mettre en doute cette fois la rigueur de l'enquête.

Taux de masculinité	Hommes	Femmes	Ensemble adultes
1957	53,3	46,7	114
1962	52,5	47,5	110
1964	50,8	49,2	103
1969	52,3	47,7	109

Tableau IV. — *L'évolution de la composition par sexes (en %) et du taux de masculinité de la population urbaine.*

Le taux de masculinité a progressé pour tous les groupes d'âges durant cette dernière période (fig. 5) et témoigne d'un renforcement général de l'excédent masculin. La pyramide des âges de 1969 met bien en évidence, entre 15 et 30 ans, cet excédent qui avait disparu en 1964 et qui semblerait correspondre à un regain de l'immigration masculine.

Faute d'autres recensements actuellement disponibles, la liste électorale établie pour les élections législatives de mai 1973 (16) peut encore apporter quelques éléments pour apprécier cette évolution. Il ne s'agit là, bien sûr, que de la population âgée de plus de 20 ans, ce qui nécessite de limiter à la population adulte la comparaison avec les recensements précédents. Les renseignements tirés de ce document confirment aussi la progression de l'effectif masculin de la population urbaine. Le déséquilibre, au moins chez les adultes, semblerait même, s'être beaucoup accentué, au point d'être plus marqué qu'en 1957 (tableau V). Sans doute ne faut-il pas considérer pour eux-mêmes les taux calculés pour 1973, étant donné leur origine, mais seulement retenir qu'ils confirment apparemment la tendance qui s'esquissait en 1969.

Taux de masculinité	20-29 ans	30-39 ans	Ensemble adultes
1957	115	138	125
1962	108	145	120
1964	100	123	111
1969	109	121	119
1973	129	130	127

Tableau V. — *L'évolution des taux de masculinité des adultes*

16. dans laquelle nous avons effectué un sondage au 1/10e.

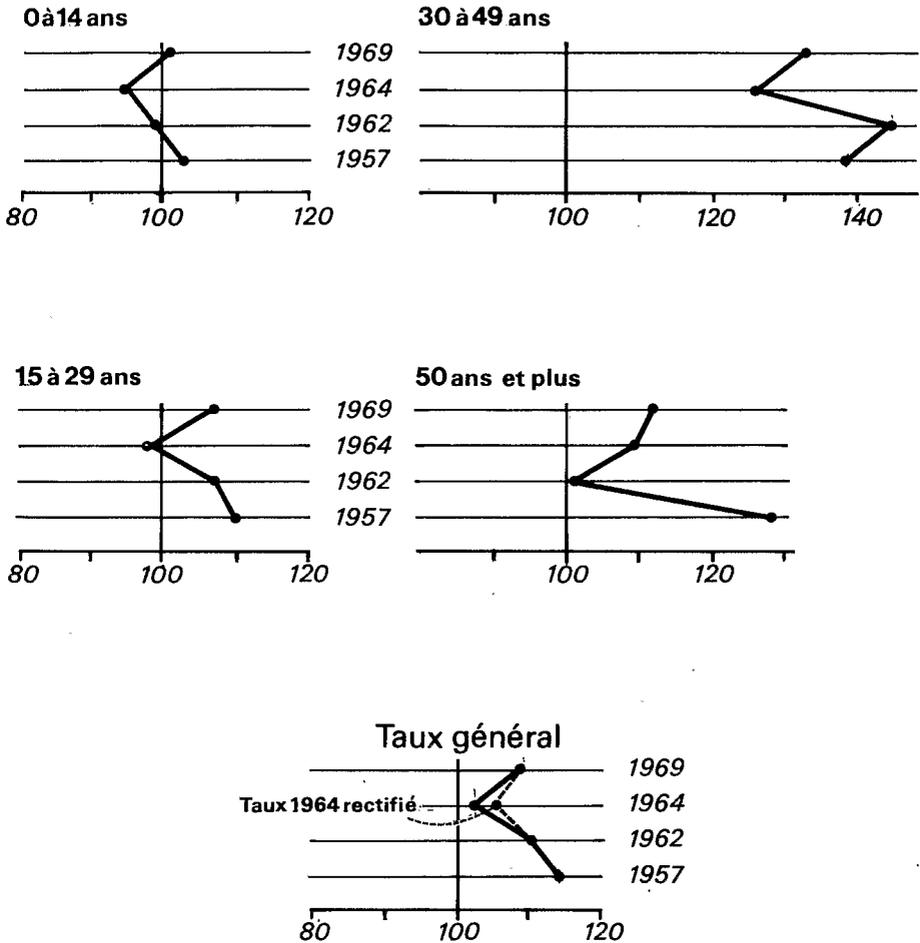


Fig. 5. — L'évolution selon les recensements des taux de masculinité par groupes d'âges

Cependant, de 1957 à 1969, le groupe des 20-29 ans qui devrait être concerné au premier chef par une vague d'immigration masculine, n'est affecté que par une baisse continue de son importance relative parmi les adultes (fig. 3 A), et cela pour les deux sexes, conformément à l'évolution prévisible d'une population urbaine. Faute de voir par là se confirmer l'hypothèse d'un actuel regain de l'immigration masculine adulte, on peut supposer que les récents taux de masculinité, curieusement élevés, traduisent simplement un ré-équilibre de la sex-ratio. Il est possible en effet que leur relative faiblesse de 1964 correspondait alors à un phénomène de « rattrapage féminin » consécutif à la forte immigration masculine des années de l'Indépendance. Les

années 1963-68 auraient, dans ce cas, été marquées par une immigration féminine plus importante, relativement, que celle des hommes, ce que confirme d'ailleurs l'enquête de 1964. Les résultats du recensement de 1969 et du sondage de 1973 signaleraient donc seulement un retour à la normale : une immigration modérée par rapport à la décennie précédente et composée d'adultes en majorité masculins. Le recensement de 1976 devrait permettre de vérifier cette interprétation.

#### 4. *L'origine de la population*

A la différence de l'autre grande ville camerounaise, Douala, Yaoundé a d'abord recruté ses habitants dans un rayon proche parce que, contrairement à celle-ci, elle se trouvait au cœur d'une région bien peuplée et donc capable de répondre à ses besoins en main-d'œuvre. Les résultats des recensements successifs montrent l'emprise que Yaoundé exerce sur une région d'abord bien restreinte et qui s'étend progressivement. A l'inverse, M. Lacan a observé que « l'aire d'attraction de Douala s'est rétractée à mesure que se développait et que s'étendait l'influence de Yaoundé sur le Centre-Sud, le Sud et l'Est. Mais en même temps, cette attraction s'est renforcée, provoquant une véritable hémorragie démographique dans certaines régions » (17).

En 1957, le département du Nyong-et-Sanaga, dont Yaoundé était le chef-lieu fournissait les deux tiers des immigrés de la capitale. Dix ans plus tard, les cinq départements qui lui ont succédé sur le même espace n'envoyaient plus que le tiers de l'effectif immigré (fig. 6). C'est dire combien le bassin migratoire de la ville s'est étendu entre temps. Pour atteindre cette même proportion des deux tiers, il faut tracer une limite qui touche au nord l'Adamaoua, au sud la frontière gabonaise, et à l'ouest l'Atlantique en suivant la vallée de la Sanaga. Yaoundé se trouve ainsi au centre d'une vaste zone d'attraction démographique qui, limitée d'abord au territoire des Béti au sein duquel elle fut implantée, s'est agrandie pour atteindre les autres groupes dits Pahouins (Boulou, Fang), les groupes dits Bafia, et les Bassa à l'ouest, puis les Bamiléké, sans d'ailleurs que cette attraction soit exclusive de l'influence de Douala (18).

On conçoit que cette extension du bassin migratoire ait provoqué une différenciation progressive de la composition ethnique de la population. Faute de données récentes, il est difficile de connaître l'état actuel de cette composition ; on ne peut que présenter les résul-

17. LACAN (M). op. cit. 145.

18. En ce qui concerne les zones d'influence des villes, cf. MARGUERAT (Y). *Analyse numérique des migrations vers les villes du Cameroun*. Trav. et Doc. de l'ORSTOM, 1975, n° 40, Paris, 107 p.

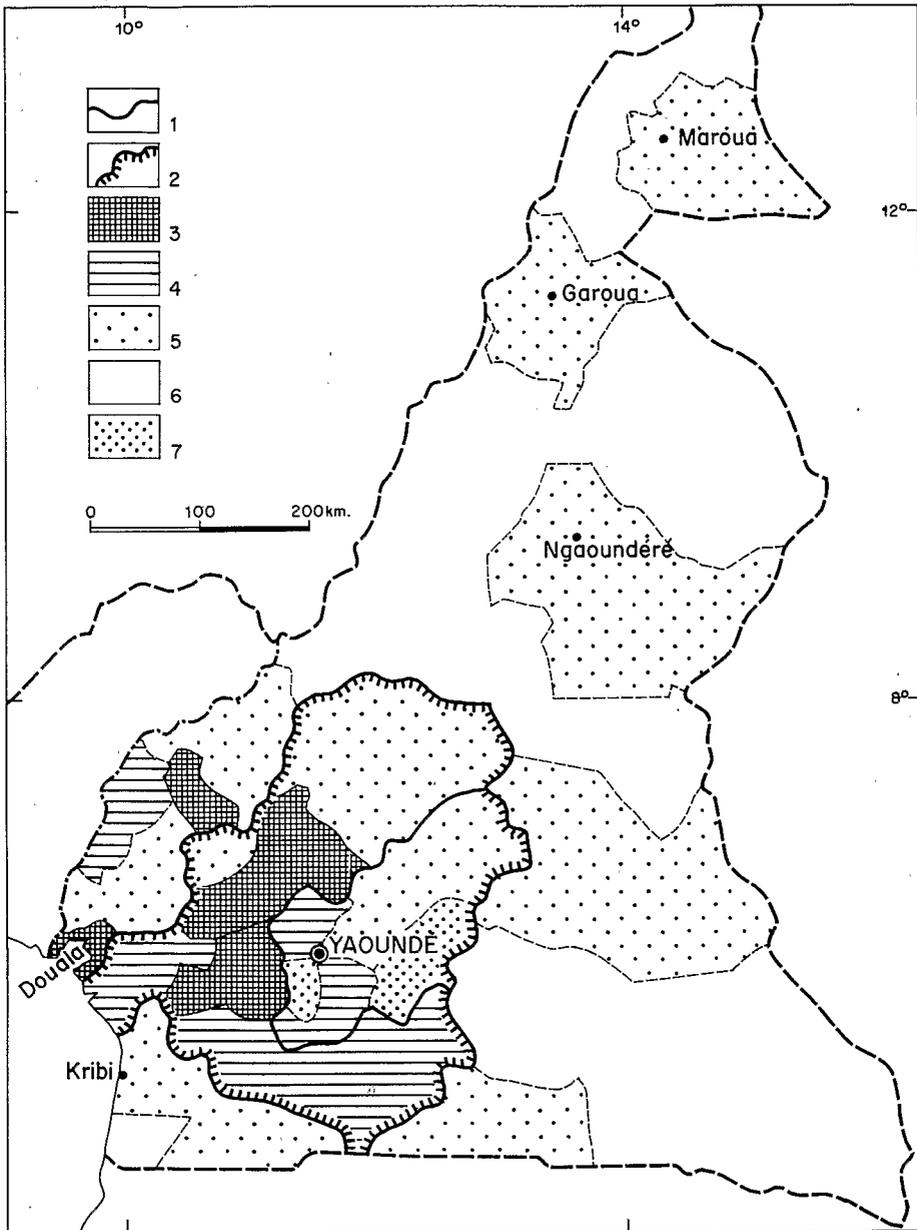


Fig. 6. - L'évolution de l'origine des immigrants entre 1957 et 1967

1. Zone d'origine de 62 % des immigrants en 1957 - 2. Zone d'origine de 62% des immigrants en 1967 - 3. Forte augmentation de la participation à l'immigration - 4. Augmentation moyenne - 5. Faible augmentation - 6. Stabilité - 7. Diminution.

tats des trois premiers recensements (tableau VI), la notion d'ethnie ne figurant plus sur les documents ultérieurs.

Dès 1957, le recensement n'a pas dénombré moins de 129 ethnies différentes à Yaoundé. Si, d'après l'Atlas du Cameroun, on admet l'existence de 180 groupes ethniques dans le pays, on voit que sept ethnies sur dix ont des représentants dans la capitale, et cela dès 1957 (19). Même si l'effectif présent à Yaoundé est numériquement infime, cette présence n'en n'est pas moins importante quand on songe au processus de migration en chaîne dont les villes africaines sont habituellement le terme.

	Ewondo	Eton	Bané	Ensemble Pahouin	Bamiléké	Bassa	Haoussa
1957	24,6	13,0	5,9	46,8	14,4	4,7	3,7
1962	18,6	10,8	6,9	47,1	21,4	7,2	2,9
1964	20,5	10,0	6,6	47,2	19,2	8,8	2,4

Tableau VI. — *L'évolution de l'importance des principales ethnies en %*

Près de la moitié de la population appartient au grand groupe des Pahouins, qui s'est maintenu dans les mêmes proportions au cours de ces sept années. Dans ce groupe, les Ewondo à qui la ville doit son nom (20), gardent leur prépondérance et forment encore le cinquième des citoyens. Les deux progressions nettes sont le fait des Bamiléké, dont la proportion en 1964 est presque égale à celle des Ewondo et l'avait même dépassée en 1962, et aussi des Bassa qui constituent le quatrième groupe ethnique de la ville après les Eton. Dans cet ensemble, les Bamiléké et les Haoussa sont les seuls éléments camerounais ayant une origine lointaine (21).

L'enquête de 1964 présente la provenance géographique des immigrants adultes et conclut à « un ralentissement de l'immigration originaire de l'Inspection de l'Ouest (pays Bamiléké en particulier) . . . commencé avant 1962 ». La comparaison avec l'évolution tirée des chiffres de 1957 et 1967 donne des résultats qui ne permettent pas cette conclusion (tableau VII) et font même douter des pourcentages de 1964.

19. Atlas du Cameroun, Planche XI : Localisation des groupes humains. 2 feuilles à 1 : 1 000 000. ORSTOM, Paris, 1971.

20. LABURTHE-TOLRA (P) Yaoundé d'après Zenker (1895). *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Yaoundé*, 1970, n° 2, 115 p.

21. Le mot Haoussa est appliqué ici de façon indistincte à tous les originaires musulmans du Nord.

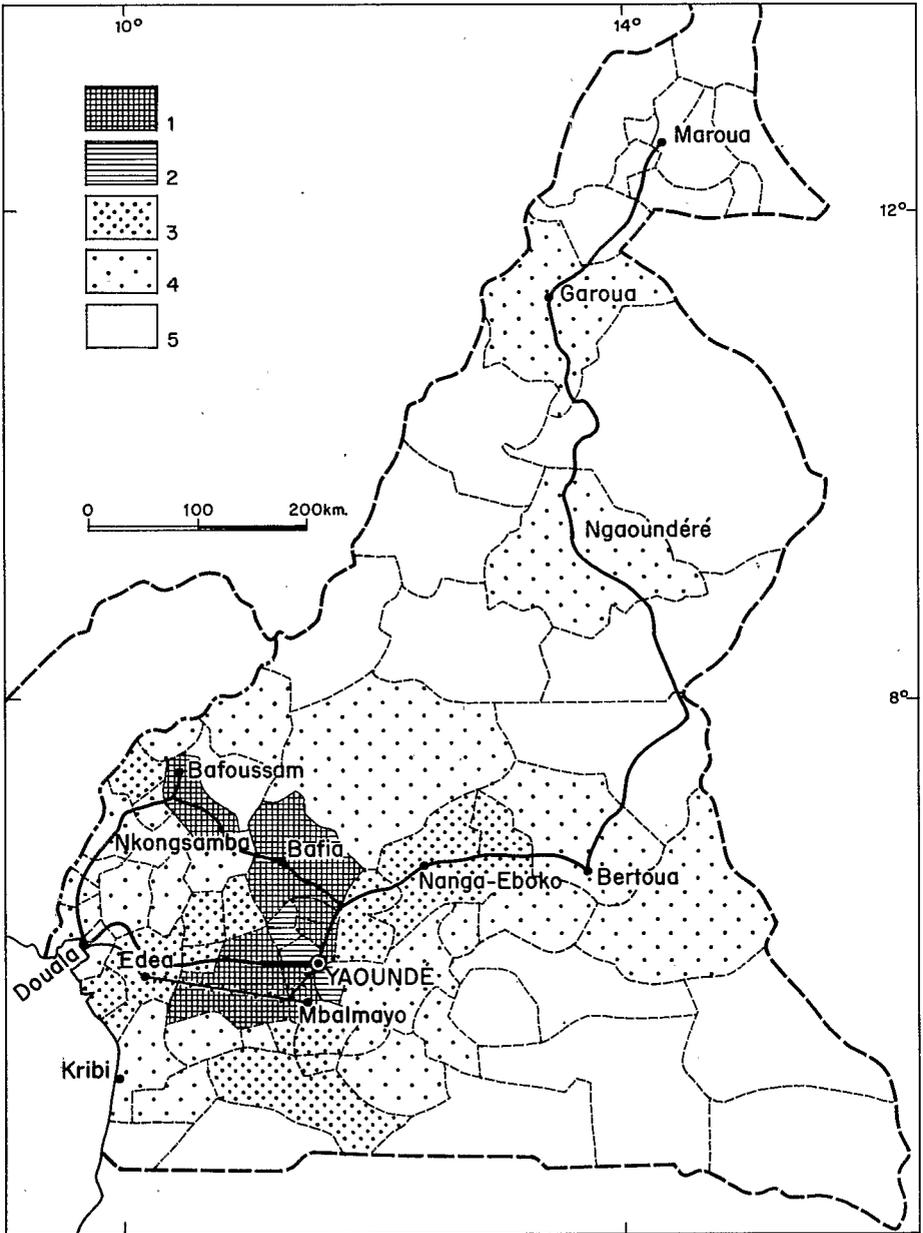
Inspect. admin. d'origine	Centre-Sud	Ouest	Littoral	Est	Nord	Cameroun Occident.
1957	74,5	13,1	5,0	5,0	2,4	—
1964	57,4	12,8	20,3	4,5	5,0	—
1967	58,6	23,8	11,6	3,5	2,7	0,8
1967 (adultes)	60,4	23,2	9,2	3,5	3,0	0,7

Tableau VII. — *L'origine géographique des immigrés par Inspections Administratives (en %)*

Le Centre-Sud a certes beaucoup diminué son apport en dix ans, de même que l'Est peu peuplé, mais l'Ouest et le Littoral ont considérablement augmenté le leur. L'Ouest se maintient en effet au deuxième rang de l'immigration, loin devant le Littoral qui semblait détenir cette place dès 1964. La divergence avec les résultats de 1964 n'est pas un effet de la présence des moins de 15 ans dans les chiffres de 1967 : si l'on s'en tient seulement aux adultes, comme en 1964, la progression de l'Ouest se marque de façon aussi nette, tandis que le Littoral régresse encore, ce qui suggère l'existence d'importantes migrations scolaires pour ce dernier.

La différence des résultats selon les sources utilisées provient en réalité d'une définition autre de l'origine de l'immigré : en 1964, il s'agit de son lieu de provenance avant installation à Yaoundé ; en 1957 et en 1967, il s'agit de son lieu de naissance. La nuance peut paraître anodine, mais elle conduit à masquer l'importance réelle et la continuité de l'immigration Bamiléké, car c'est évidemment à ce courant migratoire que l'on pense à propos des originaires de l'Ouest. Il s'avère en effet que les Bamiléké, avant de s'installer à Yaoundé, transitent le plus souvent par Douala (ou encore par une ville du département du Moungo, faisant également partie du Littoral), pendant un temps plus ou moins long, de sorte que parmi les personnes provenant du Littoral, bon nombre sont en fait des Bamiléké nés dans l'Ouest; ce qui crée une ambiguïté sur les données de l'Ouest et du Littoral. Nos enquêtes (1974) dans les quartiers d'immigration Bamiléké de Yaoundé permettent en effet de constater que plus de la moitié de ces immigrés ont fait au moins une étape avant d'arriver dans la capitale et que six fois sur dix cette étape se situait dans une ville du Littoral (22). D'autre part, il est certain que parmi les immigrés nés sur le Littoral, un bon nombre

22. Quartiers de Briqueterie-Centre, Briqueterie-Est, Mokolo IV, Messa I, Messa-Carrière et Messa-Plateau. La liste électorale de 1973, beaucoup trop incomplète en ce qui concerne le lieu de naissance des citoyens, ne peut malheureusement être ici d'aucune utilité.



**Fig. 7. — Les arrondissements d'origine des immigrants à Yaoundé**  
(p. 1000 immigrants) en 1967  
1. 60 à 100 p. 1000 - 2. 40 à 60 - 3. 16 à 40 - 4. 5 à 16 - 5. Moins de 5.

sont également des Bamiléké. Quand les auteurs des enquêtes de 1964 et 1969 affirment que l'on assiste à un ralentissement de l'immigration en provenance de l'Ouest, il faut bien comprendre qu'il ne s'agit nullement d'un ralentissement de l'immigration Bamiléké.

Les départements qui ont envoyé les plus forts contingents d'immigrés (recensés en 1967) sont dans l'ordre, la Méfou qui entoure Yaoundé, la Lékié juste au nord de celle-ci, puis la Mifi, département Bamiléké (chef-lieu Bafoussam) et le Mbam au delà de la Sanaga (chef-lieu Bafia), tandis que le Ndé, également Bamiléké, vient en cinquième position (fig. 7). Les uns sont des départements très peuplés (pays Bamiléké et dans une moindre mesure Lékié), d'autres n'ont qu'une faible densité démographique. La ponction opérée par la capitale (23) sur la population locale est certes fonction de la pression démographique que peut connaître la région de départ, mais surtout elle dépend de la distance et de l'existence de voies de communication satisfaisantes. Elle est forte non seulement autour de Yaoundé (fig. 8), région bien peuplée et proche, mais aussi dans toutes les circonscriptions administratives traversées par les grands axes de communication : à l'ouest de Yaoundé, le long du chemin de fer qui a joué un grand rôle dans le déclenchement de l'immigration Bassa ; au nord-est, le long de la route (Obala, Nanga-Eboko, Bertoua) avec une dégradation progressive de l'attraction ; au nord-ouest, le long de la route de Bafoussam, axe appelé à prendre de l'importance et qui a déjà beaucoup contribué à la mobilité des populations du Mbam. Seul est particulier le cas de l'arrondissement de Ngambé, hors des grands axes, cas imputable aux conséquences de la guérilla upéciste des années 1958-1960. Autour de cette zone centrale étirée vers trois directions, se dessine une zone d'attraction moyenne où le rôle des voies de communication paraît encore prépondérant, y compris celui de la vieille route allemande du nord par Yoko, qui a créé une tradition d'émigration vers Yaoundé, toujours vivace malgré le déclin de cet axe.

### 5. La structure socio-professionnelle

La structure socio-professionnelle de la population reflète pour une large part la prédominance de la fonction administrative de la ville. Cependant, pour les jeunes, Yaoundé apparaît comme un lieu où l'on peut espérer les succès scolaires autant que la promotion sociale. Une partie de l'attraction exercée sur les jeunes et même sur les adultes

23. FRANQUEVILLE (A) L'émigration rurale dans le département de la Lékié. *Cah. ORSTOM*, (série sciences humaines), vol. X, 1973, n° 2-3, pp. 151-192.  
FRANQUEVILLE (A) *Zone d'attraction urbaine et région migratoire, l'exemple de Yaoundé. Trav. et Doc. de l'ORSTOM*, 1974, n° 29, pp. 39-51.

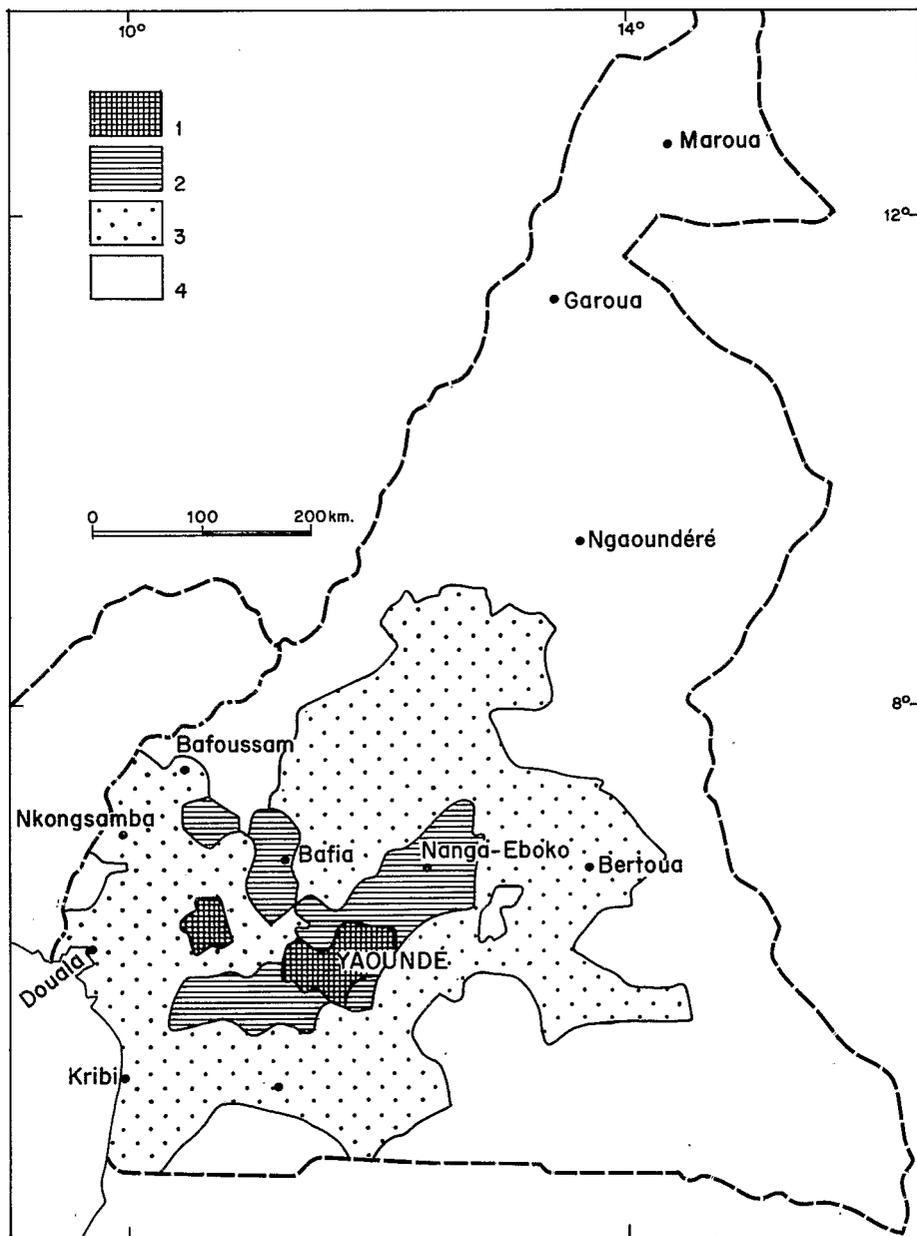


Fig. 8. — Les départs vers Yaoundé en 1967  
(pour 1 000 habitants de la population locale)

1. Plus de 70 p. 1 000 — 2. 45 à 70 — 3. 10 à 45 — 4. Moins de 10.

s'explique par son rôle particulièrement développé de ville scolaire et universitaire. Les statistiques de 1971-1972 (24) donnent pour la ville 64 écoles primaires dont 27 privées, comprenant 707 classes et scolarisant 43 836 enfants (soit plus de 60 enfants par classe), dont près de la moitié dans l'enseignement privé. La comparaison avec les effectifs de 1964 (19 000) et de 1969 (30 880) permet de juger de la rapidité de la croissance scolaire. Pour 1 000 habitants, Yaoundé compte 256 élèves du primaire, l'ensemble du Cameroun 153 (25). Mais c'est au niveau de l'enseignement post-élémentaire que l'immigration scolaire est la plus apparente. Outre un lycée d'enseignement secondaire, un lycée technique et un lycée bilingue, la ville compte en effet un nombre considérable de collèges privés, confessionnels mais surtout laïques, qui recueillent le plus souvent des élèves rejetés des établissements officiels lors des concours d'entrée, et dont la famille a les moyens de payer la scolarité. De plus existent des cours du soir, du type Université Populaire (Nova et Vetera) et un enseignement technique (écoles ménagères) organisés par les Sections locales du Parti (U.N.C.). Malgré leur nombre et leur surpeuplement, ces établissements ne suffisent pas à satisfaire la demande, tant est effrénée la course aux examens et aux concours administratifs. Le recensement de 1969 donne une population de plus de 10 000 scolarisés entre 15 et 24 ans ; ici l'accroissement est plus fort que dans le primaire : 12,6 % par an et même 15,5% chez les filles (26). 76 % des élèves viennent d'un autre département que celui de la Méfou. L'attraction scolaire exercée par la ville s'étend sur presque tout le sud du Cameroun oriental, mais en priorité suivant un axe NE-SO : départements de Haute-Sanaga, Méfou, Nyong-et-Mfoumou, Nyong-et-Soo, Océan.

Ainsi apparaît-il que le premier contact de l'immigré avec la ville est le plus souvent motivé par la poursuite de sa scolarité, dans une école secondaire ou technique, l'enfant étant hébergé chez un parent ou un tuteur.

On sait combien il est difficile de définir, dans une ville africaine, et plus encore de connaître de façon satisfaisante activité et inactivité. Les résultats des enquêtes de 1962, 1964 et 1969 donnent des taux d'activité de 44 %, puis 50 % puis 45 % pour les plus de 15 ans, la proportion ayant légèrement baissé pour les hommes et augmenté pour les femmes.

24. Ministère de l'Éducation Nationale. Statistiques des écoles primaires, 1971-1972. Service des statistiques scolaires, 1973, 157 p. mult.

25. MARGUERAT (Y) *Problèmes géographiques de l'enseignement au Cameroun*. ORSTOM Yaoundé, 1969, 83 p. mult. SH.58.

26. Service de la Statistique et de la Comptabilité Nationale, op. cit. pp. 39-40

Les deux grands sources d'activité pour la population urbaine sont le secteur public et semi-public : 28 % des actifs en 1964, soit près du tiers, et les « activités traditionnelles » : 24 %, soit près du quart. Ce dernier secteur regroupe à la fois l'artisanat et les activités de petit commerce et de restauration, qui constituent 72 % de l'ensemble et sont, pour la moitié, exercées par des femmes. Ce secteur traditionnel, dont l'importance économique est souvent sous-estimée parce que difficile à évaluer, joue un rôle essentiel dans l'adaptation de l'immigré à la vie urbaine, et favorise son insertion progressive dans l'économie urbaine moderne, notamment par le biais de l'apprentissage « sur le tas ».

Parmi les activités urbaines, l'agriculture n'est pas absente, et la photographie aérienne révèle souvent de façon bien visible les parcelles cultivées, en particulier dans les bas-fonds. Cette agriculture est exercée par 11,5 % des actifs, et, loin d'être une survivance, elle semble plutôt en progrès. Elle est pratiquée, comme au village, par des femmes des quartiers sub-urbains ou même urbains qui ouvrent des champs vivriers dans les espaces encore libres de constructions (27), mais aussi par des hommes, souvent des jeunes sans emploi stable, qui se consacrent aux cultures maraîchères (28). Enfin les activités industrielles emploient moins de 13 % des actifs, proportion de moitié moindre qu'à Douala (29) et à peine supérieure à celle de l'agriculture ; les deux principaux employeurs sont les Brasseries du Cameroun et l'usine de cigarettes Bastos.

La diversité de la population de la ville est donc moins due à une structure socio-professionnelle en réalité peu ouverte, qu'à une composition ethnique où s'équilibrent quelques grands groupes culturels dont la prédominance n'étouffe cependant pas les autres ethnies moins bien représentées. La localisation de cette population dans l'espace urbain ne saurait être sans rapports avec sa diversité.

#### 6. *La répartition de la population urbaine*

A la façon de bien des villes d'Afrique tropicale, la croissance de Yaoundé s'est effectuée selon un processus d'urbanisation horizontale. Aujourd'hui encore, les quartiers comportant des immeubles à étage sont l'exception : le centre ville, et, plus récemment Tsinga, Bastos et

27. Ainsi, sur 15 femmes du quartier Nkondengui interrogées en 1974, 9 pratiquaient des cultures vivrières, 5 au village d'origine et 4 en ville.

28. Cf. MORINIERE J.L. La région maraîchère intra et péri-urbaine de Yaoundé. C.E.G.E.T 1972, *Trav. et Doc. de géo. tropic.* n° 7 : Dix études sur l'approvisionnement des villes, pp. 49-81

29. I.N.S.E.E. Coopération-Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, : Analyse des principaux résultats du recensement de Douala, 1964-1965. 1976, 131 p. mult.

Grand Messa ; mais les quatre étages sont rarement dépassés. Dans ces conditions, la densité de la population urbaine ne peut être que faible : de 16 habitants à l'hectare en 1962, elle est passée, dans les mêmes limites, à 29. Mais la variété des situations dans la ville est telle que cette moyenne ne saurait nullement la caractériser. Il suffit de passer du quartier Bastos au quartier voisin, Nlongkak (Nkol Eton), pour que la réalité change du tout au tout : un minuscule marigot sépare une cité-jardin d'un indescriptible fouillis de cases entre lesquelles on trouve difficilement passage.

Les contrastes sont extrêmes. Selon les résultats de la dernière enquête (1969), les quartiers peuplés de Mokolo, Messa, Haoussa, Briqueterie et Nlongkak rassemblaient 40 % de la population sur 12 % de la superficie urbaine, tandis que les deux zones nord (Oliga, Fébé, Bastos, Ntougou) et sud (Obobogo, Biyemassi, Nsimeyong, Ngoa, Ekele II, Nsam) n'en abritaient que 6 % sur 31 % du sol.

De façon en apparence paradoxale, les densités très faibles (fig. 9) se situent à la fois à la périphérie de la ville et en plein centre. Le centre urbain, auquel les Européens avaient d'abord voulu limiter la « ville » (30), aujourd'hui centre administratif et commercial, a gardé de ses origines un faible peuplement que le type de construction ne permet guère d'étoffer. La municipalité tente à présent une opération qui devrait malgré tout aboutir à ce résultat, même si ses mobiles relèvent plutôt d'une politique de prestige. Elle impose au besoin après destructions, l'édification de bâtiments à étages qui renforceront la fonction résidentielle du centre. Mais ce centre est aussi caractérisé par la persistance de vastes zones non construites, telles l'emprise de l'ancienne gare de chemin de fer avec toutes ses annexes, ou les bas-fonds marécageux du Djoungolo mis à profit par une agriculture vivrière intra-urbaine. Dans tout ce quartier, l'accroissement de la densité démographique se trouve donc subordonné à la réalisation d'importantes transformations du paysage urbain.

Au nord et au sud, les quartiers périphériques constituent une transition entre la ville et les villages. Ici la femme travaille le plus souvent aux champs, mais l'homme ne se contente pas d'être planteur de cacao, il reçoit autant que possible un salaire urbain. Une monographie de Nsimeyong, quartier urbain du sud, montre ainsi que « chez les hommes, le domaine agricole est loin d'être dominant, il est surclassé par le secteur public et l'industrie, mais il reste très représenté par rapport à la ville, ce qui confirme l'aspect rural du secteur » (31). L'urbanisation

30. Il est encore perçu comme tel par les habitants des quartiers qui lui appliquent le nom de « Ongola », l'enceinte, en souvenir de la fortification élevée par les Allemands.

31. GLORIEUX (P) Nsimeyong. Mémoire de géographie. Université de Lille I. 1970, 97 p. mult., annexes.

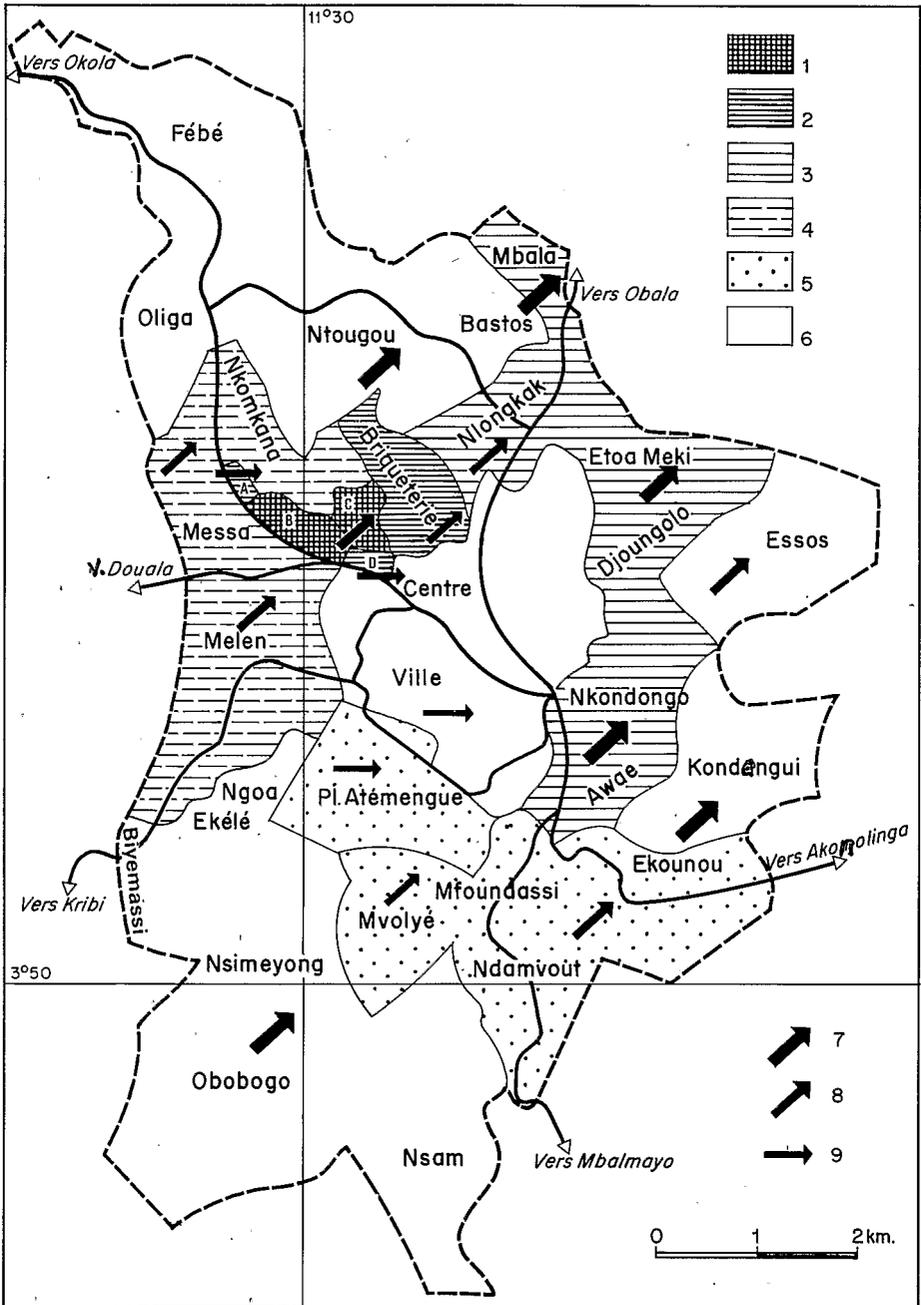


Fig. 9. - La densité de la population par grands quartiers en 1969 et les tendances de l'évolution de 1957 à 1969.

1. Plus de 200 habitants à l'ha - 2. 100 à 200 - 3. 70 à 100 - 4. 25 à 70 - 5. 10 à 25 - 6. Moins de 10 - 7. Croissance forte - 8. Croissance moyenne - 9. Stabilité ou légère baisse.  
 A : Madagascar - B : Mokolo - C : Haoussa - D : Grand Messa - E : Elig Belibi.

progresses cependant le long des principaux axes routiers, mais derrière une façade de maisons parfois coquettes, l'espace reste celui des défrichements culturels. Egalement englobés dans la zone nord de faible densité, deux quartiers sont particuliers : Bastos, dont le faible peuplement n'est nullement celui d'une zone semi-agricole, mais bien celui d'une aire résidentielle de haut standing, et Ntougou, lieu d'une évolution semblable, mais plus récente et moins sélective, depuis la création du quartier Tsinga où voisinent immeubles et villas particulières.

Encastrée entre le centre urbain et les zones périphériques, une couronne presque complète de quartiers à haute densité démographique constitue le milieu de vie habituel de 71 % de la population urbaine camerounaise. Ici se placent les records d'occupation du sol, encore augmentés depuis 1962 : Mokolo avec 433 habitants à l'hectare, le quartier Haoussa avec 279, la Briqueterie avec 149. Ce sont les quartiers où l'époque coloniale a voulu délibérément caser les immigrés d'origine lointaine, et même si cette politique n'est plus strictement appliquée, ses conséquences sont toujours actuelles. Les fonctions assignées aux quartiers du sud leur ont épargné cet entassement humain : le Plateau Atemengue à vocation d'abord militaire, puis scolaire et universitaire avec Ngoa Ekélé I, de même que Mvolyé resté fidèle à son rôle de centre catholique depuis les missionnaires allemands. Ndamvout et Mfoudassi constituent la zone industrielle de la ville. Bien que les établissements implantés soient peu nombreux, l'existence de cette zone ne permet qu'un peuplement limité. Enfin Ekounou est en réalité un quartier composite où une analyse plus fine montrerait de fortes densités au voisinage du centre ville et une occupation semi-rurale à mesure que l'on s'éloigne vers Nkomo.

La comparaison des trois derniers recensements permet de constater les diverses façons dont la poussée démographique s'est manifestée suivant les quartiers. Dans toute la zone centrale, la croissance des années 1962 à 1969 est plus faible que celle de 1957 à 1962, et à même fait localement place à une certaine diminution de la population. Il ne s'agit en rien d'un phénomène de « city » : on a vu que dans tout le centre toute croissance se trouvait bloquée par l'état actuel du paysage urbain. Une situation quelque peu semblable joue également pour Mokolo : ici, l'entassement des cases a atteint son maximum, et il est désormais impossible d'étendre davantage le type de constructions adopté. Les cases sont à présent contiguës et les limites du quartier atteintes. La seule solution, détruire et reconstruire en hauteur, a été adoptée pour l'ancien camp de fonctionnaires qui a fait place aux immeubles du Grand Messa. La situation foncière permettait de réaliser aisément une telle opération. Une solution identique a reçu un commencement d'exécution à Nlongkak : une partie en a été

détruite, mais la reconstruction n'a pas suivi : aussi ce quartier a-t-il, dans l'ensemble, peu augmenté sa population. Au sud, le Plateau Ate-mengue a même perdu une partie de son effectif du fait des constructions universitaires.

Les quartiers périphériques ont connu une croissance continue et même accélérée d'un recensement à l'autre, mais la taille des découpages adoptés par les recenseurs masque quelque peu les modalités de cette évolution. En réalité mis à part le quartier de Mvolyé, la croissance est faible dans les zones déjà urbanisées, mais forte et parfois très forte dans les zones limites. Ainsi la partie sud de Messa (Ewondo Messa, Eton Messa) a-t-elle peu évolué, mais toute la poussée démographique s'effectue vers le nord où un nouveau quartier s'était constitué en 1969 (Nkomkana) et où d'autres encore sont nés depuis, le long de la route d'Okola (Messa Plateau, Messa Carrière) pour atteindre bientôt Oliga. Jusqu'en 1969, la croissance la plus forte affecte les quartiers nord-est de la ville. Elle est en partie spontanée : ainsi à Mbala, qui a très rapidement perdu son caractère semi-rural et déborde aujourd'hui les limites de 1969. La ville englobe en effet Mbala II, quartier en voie d'urbanisation déjà parcouru par les cars urbains. Cette croissance est aussi, pour une part, concertée, et le prochain recensement montrera sans doute plus nettement encore les effets des décisions d'urbanisme : à Djoungolo, un camp S.I.C. (Société Immobilière du Cameroun), à Essos, un quartier entièrement loti et construit suivant une intéressante formule économique reprise ensuite à Nkondongo. Mais, plus récemment encore vers l'ouest, la route de Douala connaît aussi une poussée de construction à la fois spontanée et organisée (la Cité Verte) au-delà des limites de 1969.

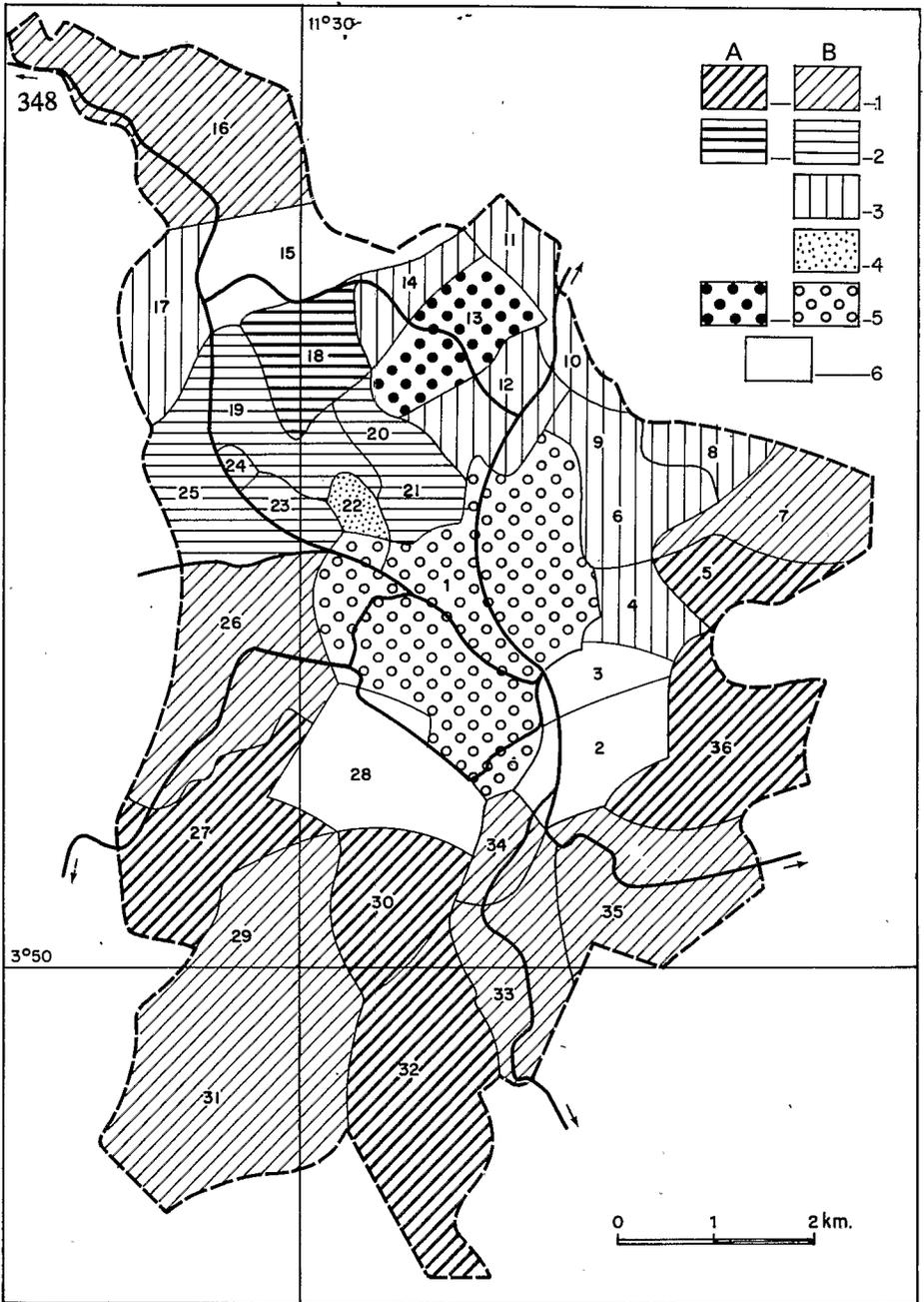
### *7. Les ethnies dans la ville*

Le moteur, non plus exclusif, mais encore prépondérant de cette expansion démographique et spatiale reste l'immigration. Ici comme souvent ailleurs, les immigrés se regroupent spontanément en fonction de leur parenté, de leur appartenance ethnique ou simplement de leur provenance. Même s'il n'existe pas de quartiers ethniquement homogènes, et si, pour une minorité de citoyens, les plus aisés, le choix du lieu d'habitat devient plutôt fonction d'autres considérations, cette grande tendance demeure apparente dans la répartition spatiale de la majorité de la population urbaine.

Les Ewondo constituent le fond autochtone de la population et forment toujours, on l'a vu, l'ethnie principale de la ville (tableau VI). Ils ne sont cependant pas répandus uniformément dans l'ensemble des quartiers, et parfois leur proportion y est insignifiante. C'est dans les

villages périphériques annexés depuis peu à la ville que ce fond autochtone est, *in situ*, toujours majoritaire ; mais pour l'ensemble de la cité ce fond compte peu : les Ewondo immigrés sont plus nombreux que les Ewondo autochtones. Loin de se sentir partout chez eux dans cette ville qui semblerait pourtant être bien la leur, ces immigrés se regroupent pour moitié (49 %) dans certains quartiers bien déterminés (fig. 10). Les raisons de ce phénomène sont diverses. Joue encore, à n'en pas douter, une certaine ségrégation ethnique, à l'origine favorisée par l'administration coloniale qui exerçait son contrôle d'autant plus aisément que la population était plus homogène. Certains chefs de quartiers la pratiquent encore, et déclarent avec satisfaction qu'aucun Bamiléké ne s'est jamais installé «chez eux». Mais il est aussi bien naturel qu'un nouveau venu s'établisse de préférence là où se trouvent déjà sinon des parents, du moins des compatriotes avec qui coutumes et langue sont communes. Un examen attentif des provenances montre que la répartition dans la ville des immigrés Ewondo procède d'un déterminisme géographique simple en fonction de leur région d'origine. Ils sont majoritairement installés dans les quartiers qui bordent la route menant chez eux : route de Mfou et d'Essé (quartiers Djoungolo I, Awaé, Nkondongo, Ekounou), route de Soa (Djoungolo II et III), route de Mbankomo et Ngoumou (Ewondo-Messa-Melen). Cette localisation est souvent l'effet d'un choix réfléchi : on reste de préférence dans ce quartier pour garder facilement des relations avec le village d'origine par l'intermédiaire de ceux qui en viennent ou s'y rendent.

Le deuxième groupe selon l'importance numérique, peut-être le premier à présent, celui des Bamiléké, présente, au contraire des Ewondo, une des répartitions les plus concentrées de la ville et comparable en cela au comportement des Haoussa. En 1967, le quart des immigrés Bamiléké se localisait dans l'ensemble des quartiers Briqueterie Ekoudou, Haoussa, (32), et 42 % dans l'ensemble Messa-Mokolo-Nkomkana. Au total les deux tiers de ces immigrés se trouvaient rassemblés dans la partie nord-est de la ville, entre le centre urbain et la zone périphérique. Les plus fortes concentrations se placent à Ekoudou, la Briqueterie et dans le sous-quartier Bamiléké de Mokolo (Mokolo IV) qui est d'ailleurs le résultat, à l'origine, d'un recasement autoritaire effectué par la municipalité. A partir de ces premiers sites, cette population déborde peu à peu sur les quartiers voisins, le processus consistant à y installer d'abord un petit commerce, puis à y établir durablement sa demeure. Mais les barrières psychologiques qui tendent à limiter cette expansion sont encore bien vivaces et aboutissent souvent à une



**Fig. 10. — Les grandes dominantes ethniques de l'immigration par quartiers**

I. Principaux quartiers : 1. Centre ville et Grand Messa - 2. Nkondongo - 3. Awaé - 4. Djoungolo III - 5. Essos - 6. Djoungolo I - 7. Mfandéna II - 8. Mfandéna I - 9. Etoa Méki - 10. Djoungolo II - 11. Mbala I - 12. Nlongkak - 13. Bastos - 14. Ekoudou II - 15. Ntougou I - 16. Fébé - 17. Oliga - 18. Ntougou II - 19. Nkomkana - 20. Ekoudou I - 21. Briqueterie - 22. Haoussa - 23. Mokolo - 24. Madagascar - 25. Messa - 26. Melen - 27. Noga Ekélé I et Biyemassi - 28. Ngoa Ekélé II (Plateau Atemengue) - 29. Nsimeyong - 30. Mvolyé - 31. Obobogo - 32. Nsam - 33. Ndamvout - 34. Mfoundassi - 35. Ekounou - 36. Kondengui.

II. Immigration : Ethnies : 1. Ewondo et Bané - 2. Bamiléké - 3. Eton - 4. Haoussa - 5. Etrangers - 6. Sans dominante ethnique particulière.

Proportions : A. Plus de 50 % des immigrés - B. de 30 à 50 %.

ségrégation de fait, fruit d'un réflexe d'inquiétude devant ces nouveaux venus si entreprenants. On sait pourtant que l'homogénéité des Bamiléké n'est évidente que pour ceux qui ne le sont pas, et qui ne voient pas sans appréhension déferler chez eux immigrés nombreux, industriels et organisés. Si les structures sociales sont très proches d'une chefferie Bamiléké à l'autre, en réalité la petite chefferie ou même le quartier d'origine reste pour chaque Bamiléké la référence fondamentale ; c'est dans l'émigration que se fait la prise de conscience d'une appartenance à un même groupe en réalité assez disparate. Sans pousser l'analyse jusqu'au niveau de la chefferie d'origine, on constate que leur répartition selon les quartiers de la ville fait apparaître des regroupements préférentiels selon le département de provenance. A la Briqueterie, la prépondérance appartient aux originaires de la Mifi, tandis que dans l'ensemble Messa-Mokolo, elle revient aux natifs du Ndé dont la présence à Yaoundé est plus ancienne. De même les ressortissants du Haut-Nkam et de la Ménoua, dont l'immigration à Yaoundé est un phénomène récent, sont proportionnellement plus nombreux à la Briqueterie.

Appartenant à l'ensemble Béti comme les Ewondo, les Eton forment, par leur importance numérique, le troisième groupe immigré de la ville. Originaires pour les deux tiers des arrondissements d'Okola et d'Obala, ils se regroupent, pour les deux tiers également, à l'est et au nord de la ville : quartiers Messa-Mokolo (30 %) où sont surtout les immigrés d'Okola ; quartiers Nlongkak et Djoungolo II (39 %) où prédominent ceux d'Obala et de Saa. Ce courant d'immigration Eton est actif et continu, fonction à la fois de la proximité du département de la Lékié et de la très forte pression démographique que connaissent certains de ses cantons (33).

Moins attirés par Yaoundé que par Douala, les Bassa tiennent cependant le quatrième rang parmi les immigrés. Près de la moitié (42 %) se regroupent dans trois zones : Djoungolo I et III, Ekoudou-Briqueterie et Nkondongo-Elig Bélibi. Cette localisation s'explique par l'histoire propre à l'immigration Bassa. Celle-ci est, dès l'origine, liée au chemin de fer du Centre : les Bassa forment l'essentiel des employés de la Régie, et la voie ferrée traverse leur région de part en part. Recrutés dès la construction de la voie, ils se sont donc trouvés nombreux au Camp de la Régie établi dans l'étroit quartier d'Elig Bélibi, au sud du centre urbain. Puis, à mesure que leur nombre augmentait, ils se sont installés dans les quartiers voisins : Mvog Ada et Mvog Mbi appelés maintenant Djoungolo I et III. Leur présence dans les autres quartiers relève d'une vague d'immigration plus récente, en

rapport avec les troubles de la rébellion upéciste des années 1955-1960. Mais dans l'ensemble, leur dispersion est grande à travers la ville, et même le sous-quartier dit «Bassa» de Mokolo en regroupe fort peu.

Très proches des Ewondo par la culture et relevant du même groupe Béti, les Bané se localisent surtout vers Djoungolo III, Awaé, Nkondongo, sans exclure cependant Messa ni la Briqueterie. Les originaires de la Haute-Sanaga s'installent pour 50 % dans les quartiers nord-est : Djoungolo I, II et III, Etoa Néki et Mfandéna, de même que les Mvélé. Ceux du département du Nbam, parmi lesquels règne une grande diversité ethnique, se répartissent un peu partout en ville, avec une préférence cependant pour les quartiers de Nlongkak, Djoungolo et la Briqueterie. Enfin, issus d'un milieu culturel tout autre, les originaires du nord du Cameroun, dits Haoussa, préservent leur originalité qu'expriment non seulement leur religion musulmane et leur vêtement, mais aussi leur fidélité à un mode de vie dont témoigne leur habitat urbain. La moitié d'entre eux vivent groupés au Quartier Haoussa où ils s'efforcent de reconstituer le *saré*, entouré de tôles dressées verticalement faute de *secco*. Leur proportion atteint 60 % des immigrés, si l'on ajoute au Quartier Haoussa la Briqueterie voisine.

Il est donc possible, encore aujourd'hui, de caractériser la plupart des quartiers de la ville par la dominante ethnique de l'immigration dont ils sont le siège, dominante qui, à l'exception du Quartier Haoussa, ne se marque guère dans le paysage, mais qui rend compte du dynamisme démographique de chacun d'eux. Deux quartiers sont à mettre à part, le centre-ville et Bastos où les étrangers forment le groupe prépondérant, et même plus de la moitié des immigrés dans ce dernier. L'immigration est à majorité Ewondo dans presque tous les quartiers périphériques du sud et cette majorité est d'autant plus forte que l'on s'éloigne du centre. Pour les quartiers les plus éloignés (Mimboman, Nsam, Mfandéna II), récemment rattachés à la ville, il s'agit d'une immigration de type rural, c'est-à-dire à dominante féminine. Pour les autres, l'immigration devient de plus en plus masculine à mesure que l'on approche du centre-ville, mais, simultanément, la dominante Ewondo s'affaiblit. L'ensemble Briqueterie, Ekoudou, Messa, Mokolo, est le lieu d'une immigration Bamiléké nettement majoritaire, dépassant même 50 % à Ntougou II. Les quartiers nord attirent en priorité les Eton, quartiers bordant la route d'Obala, mais aussi quartiers du nord-ouest. Enfin Elig Bélibi et Djoungolo I ne présentent qu'une faible dominante Bassa, à égalité pour ce dernier avec l'immigration Ewondo.

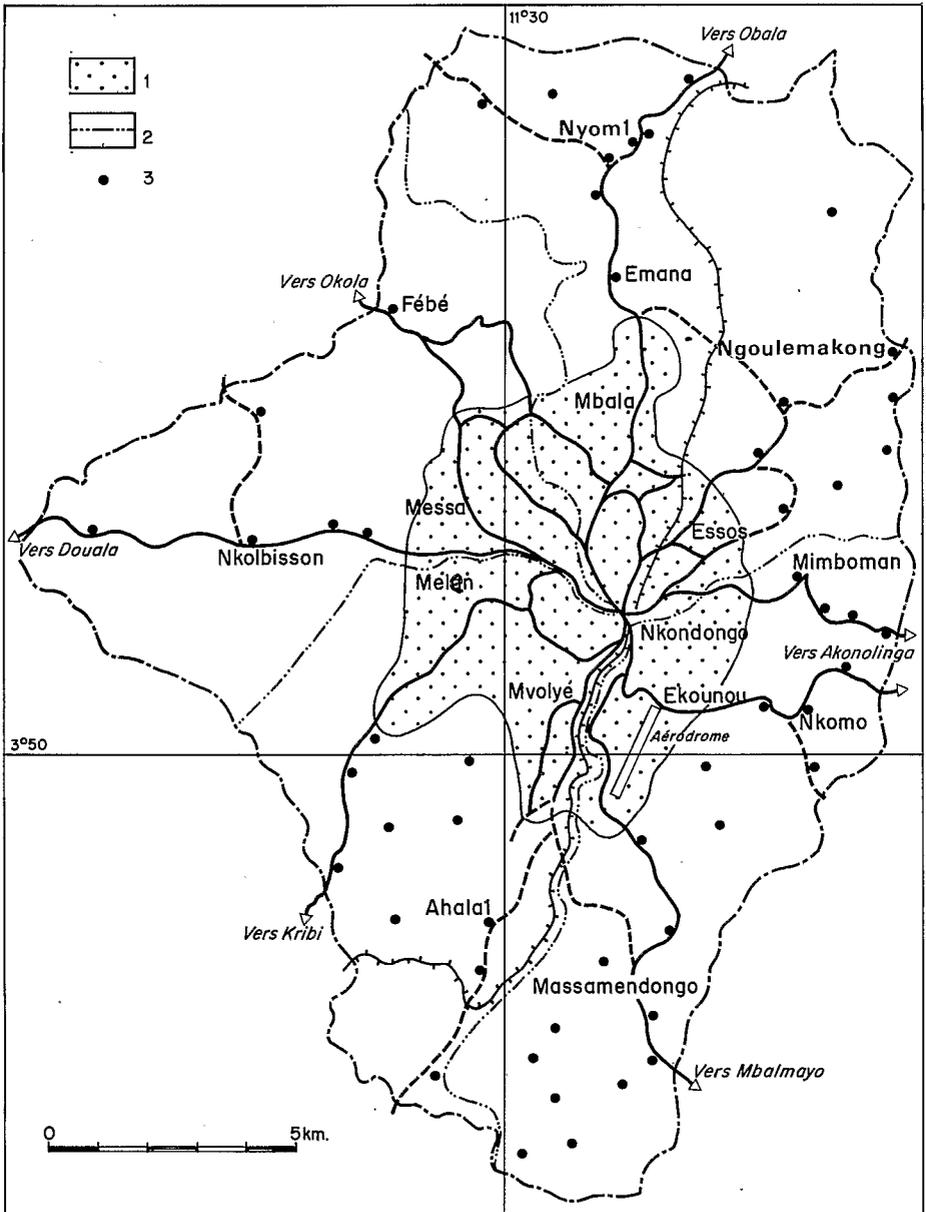
La comparaison avec les résultats du recensement de 1957 et la liste électorale de 1973 permet de saisir l'évolution de cette répartition ethnique. Les changements par rapport à la situation de 1957 paraissent

minces mais cependant significatifs de l'évolution en cours. Dans les quartiers périphériques s'opère un recul faible, mais certain, de l'importance de l'immigration Ewondo ; dans la zone nord, celle-ci laisse même la place aux Eton et aux Bamiléké. Les indications de la liste électorale de 1973, là où elle est utilisable à cette fin, permettent de confirmer cette évolution. Nlongkak connaît un renforcement du caractère Eton de son immigration tandis que celle-ci demeure stable à Mbala I et II, mais progresse à Etoa-Méki aux dépens des Bassa. A Djoungolo I, les Bassa s'effacent également et laissent la place aux immigrés Bamiléké qui viennent après les Eton. L'immigration Bamiléké, stable à la Briqueterie proprement dite, augmente légèrement à Ekoudou I et considérablement à Ntougou II où elle constitue presque les trois quarts du mouvement. Enfin à Messa-Mokolo, le caractère Bamiléké de l'immigration s'affirme de plus en plus : entre 1967 et 1973 la proportion des Bamiléké dans l'immigration passe de 41 à 46 % à Messa et de 49 à 60% à Mokolo.

Le dynamisme de l'immigration urbaine actuelle est donc le fait des deux ethnies Eton et Bamiléké, tandis que les autres marquent le pas ou même diminuent en importance relative, cela en fonction de l'importance du réservoir démographique dont elles sont issues.

L'accroissement démographique de Yaoundé, dû pour les deux tiers à l'immigration, pose, on s'en doute, de redoutables problèmes d'ordres variés pour lesquels quelques solutions plus ou moins réussies ont été tentées. Le remaniement, plusieurs fois renouvelé, du découpage administratif de la ville en est une, qui vise à améliorer les relations avec les autorités et l'efficacité de leur contrôle. Pour tenir compte des réalités urbaines vite périmées et si possible pour les devancer, le ressort territorial de la ville a été plusieurs fois remanié ~~au centre~~ au cours de ces dernières années. La plus récente de ces transformations crée un département du Mfoundi aux dépens de celui de la Mefou (34), couvrant 615 km<sup>2</sup> et divisé en quatre arrondissements urbains (fig. 11). Dans chacun d'eux les sous-préfets s'efforcent de rationaliser autant que possible le découpage des quartiers, et éprouvent quelque peine à administrer à la fois des quartiers populeux et d'autres parfaitement ruraux.

L'excessif entassement que présentent certaines zones appelle également des solutions difficiles à mettre en œuvre. Pour y remédier, des secteurs ont été rasés, à Nlongkak, Awaé, Mokolo, et des quartiers nouveaux ont été édifiés ailleurs. Ainsi à Essos et Nkondongo, les « déguerpis » des quartiers détruits ont pu reconstruire leur case sur un lot sommairement aménagé, à condition de pouvoir produire



**Fig. 11. — Le département du Nfoundi**  
 1. Zone urbanisée — 2. Limite d'arrondissement urbain — 3. Village

un titre foncier. La formule avait l'intérêt d'offrir aux propriétaires de condition modeste un logement à la mesure de leurs moyens financiers. Mais les locataires chassés et tous ceux qui n'avaient pu justifier d'un titre foncier n'ont eu d'autre ressource que de chercher refuge dans d'autres quartiers populeux dont l'effectif s'est encore gonflé de cette façon. Plus habituel et plus proche du système des sociétés immobilières est l'opération «Cité Verte», à l'ouest de la ville, où les maisonnettes construites ne peuvent convenir qu'à des occupants d'une aisance supérieure à la moyenne urbaine.

La croissance de Yaoundé est d'ordre démographique, mais nulle-ment économique, et l'attraction qu'elle exerce est sans rapport avec les emplois qu'elle peut offrir. Au sud de la ville, la zone industrielle n'a suscité que peu d'installations nouvelles depuis sa création, et une usine récente de beurre de cacao a même fermé ses portes. Mis à part les Brasseries du Cameroun et l'usine Bastos, le principal employeur demeure le Service des Travaux Publics et, d'une façon générale, l'Administration. L'étude, difficile, du chômage et du sous-emploi urbains reste à faire, mais le nombre de jeunes désœuvrés qui passent des jours entiers à jouer aux dominos ou au *songo* dans les quartiers est impressionnant. Des dispositions législatives ont bien été mises en place pour tenter de limiter l'afflux des immigrés des deux sexes sans travail (35). Tout «vagabond» ne pouvant justifier «ni d'un domicile certain ni de moyens de subsistance» est passible de six mois à deux ans d'emprisonnement. De même la prostitution est-elle sévèrement punie : six mois à cinq ans d'emprisonnement et 20 000 à 500 000 F d'amende. Après les quelques mois d'affolement qui ont suivi ces mesures et leur impossible tentative d'application, provoquant retours éphémères au village et fermeture, éphémère aussi, des bars, la vanité de telles opérations est vite apparue et tout est redevenu normal, le problème de l'emploi n'étant pas résolu pour autant.

Enfin cette population croissante suppose l'existence d'un marché vivrier convenablement ravitaillé. Là encore, le malaise est redoutable et les prix des produits vivriers locaux présentés sur les différents marchés de la ville ont considérablement augmenté ces dernières années, au point qu'une bonne partie des transactions leur échappe. Nombre de familles se ravitaillent en brousse, soit dans leur village d'origine, soit sur les marchés environnants (36). Il est habituel de faire porter la

35. Ordonnance n° 72/16 du 28 septembre 1972.

36. FRANQUEVILLE (A) Les relations ville-campagne sur la route au nord de Yaoundé. *Cahiers ORSTOM*, vol. IX, 1972, n° 3, pp. 337-387. Série Sciences Humaines.  
FRANQUEVILLE (A) *L'évolution du marché central de Yaoundé. Comparaison de deux enquêtes*. Mémoires du CEGET-CNRS. *La croissance urbaine dans les pays tropicaux*. 1979, pp.115-128.

responsabilité de cette hausse aux revendeuses (les « Bayam Selam ») (37) accusées de faire de gros profits ou même de spéculer. Estimant que cette inflation avait pour origine la rareté des vivres, les autorités camerounaises ont lancé, dans le cadre de la « Révolution Verte » amorcée en 1973, une opération « Ceinture Verte » en créant notamment en 1974, une « Mission pour le développement des cultures vivrières, maraîchères et fruitières » dotée, pour Yaoundé, d'un crédit de 50 millions de F. CFA. Les bénéficiaires de l'opération ne semblent pas avoir été jusqu'ici les paysans producteurs, bien incapables d'obtenir les crédits nécessaires faute de garanties suffisantes, mais des citoyens aisés et avisés. D'autre part la production obtenue sur de vastes champs plantés en culture pure semble commercialisée de façon plus rentable et plus simple vers le Gabon que vers la capitale. . . En réalité, les vivres ne manquent pas autour de Yaoundé, et point n'est besoin, pour le moment, d'en pousser la production. La solution première est affaire d'organisation de la commercialisation plutôt que d'intensification de la culture, et cette solution passe obligatoirement par l'entretien d'un bon réseau de pistes carrossables, et la mise en place d'un service de collecte capable d'atteindre ces villages parfois très proches de la ville et où les vivres pourrissent faute d'acheteur.

Mais toutes ces mesures visent seulement à résoudre les problèmes nés de la croissance démographique de la ville, et non à obtenir une maîtrise de cette croissance. Discours et articles de journalistes moralisant sur l'exode rural ne sauraient y suffire. La solution n'est plus, cette fois, dans la ville, mais relève d'une option d'aménagement global de l'espace, aux dimensions du sud du Cameroun. Il est curieux de vouloir faire de Douala et de Yaoundé des « vitrines du Cameroun » (38) tout en déplorant que ces vitrines attirent les ruraux. La composition de la population immigrée à Yaoundé donne la mesure de l'espace à aménager si l'on veut que le développement de la ville ne se fasse pas au détriment de son arrière-pays. Les liens et les relations continues (39) créés par cette immigration postulent un développement solidaire du monde rural et du monde urbain.

37. AHANDA (A) Une nouvelle race de Bayam Selam, in *Cameroun Tribune* du 9 octobre 1975.

38. Interview du Président Ahidjo, *Bulletin de l'Agence Camerounaise de Presse* du 7 mars 1974.

39. Cf. FRANQUEVILLE (A) 1976 - Espace relationnel et immigration urbaine en Afrique: la notion de région migratoire. In *Recherches géographiques, n° spécial*. Hommages à Etienne Juillard, pp. 203-222. Université Louis Pasteur. Strasbourg.